

7 octobre 1993 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Conférence de presse conjointe de MM. François Mitterrand, Président de la République, et Thomas Klestil, Président de la République d'Autriche, sur l'élargissement de la CEE, l'avenir de l'Europe et l'idée de Confédération européenne, Vienne le 8 octobre 1993.

LE PRESIDENT KLESTIL.- Mesdames, messieurs, je suis heureux de la visite du Président de la République française ici en Autriche, une visite qui, aujourd'hui, se déroule en Autriche et a l'Autriche pour but mais qui, demain, aura pour but le Conseil de l'Europe.

- Cette visite se fait à un moment où l'Autriche est en train de poursuivre son chemin vers l'Europe, avec le soutien français, à un moment de changement, de transformation dans notre voisinage et c'est pourquoi les sujets de discussion étaient évidents : l'entrée de l'Autriche dans la Communauté, avec comme finalité l'idée d'une participation à l'Union politique, et la participation dans l'Europe centrale et orientale.

- J'ai déjà eu l'occasion de constater avec satisfaction que les relations franco-autrichiennes, ces dernières années, s'étaient beaucoup intensifiées. En particulier, si l'on regarde les données économiques, la France est maintenant le quatrième partenaire commercial de l'Autriche, après les trois voisins directs de l'Autriche, l'Allemagne, l'Italie et la Suisse, avant des pays comme les Etats-Unis d'Amérique ou le Japon.

- Donc nous avons parlé et nous parlerons encore du développement de ces relations et je pense que cet engagement autrichien fort dans nos pays voisins, les PECO (ce sont les pays de l'Europe centrale et orientale), cet engagement autrichien pourrait être encore intensifié avec la coopération française. Le Président a parlé d'une possibilité d'approfondissement des relations entre l'Autriche et la France, par exemple par l'intermédiaire de liaisons ferroviaires plus rapides, où l'on pourrait également intégrer l'Allemagne, et nous aurons l'occasion de continuer de discuter sur ce sujet.

- Je suis en tout cas très heureux, ici, de la visite de monsieur le Président.\

LE PRESIDENT.- J'ajouterai, si vous le voulez bien, quelques mots. Il y a déjà quelque temps, le Président Klestil m'avait convié à venir en Autriche, je lui avais dit "je le ferai". C'est toujours assez difficile d'organiser un calendrier mais je tenais à respecter cet engagement car je regrettais de n'avoir pu venir plus tôt, depuis maintenant dix ans que s'est écoulé mon premier voyage officiel en Autriche. Nous nous sommes revus depuis lors, notamment en Allemagne récemment, et nous avons de nouveau évoqué ce rendez-vous. Comme demain a lieu la réunion du Conseil de l'Europe, tout naturellement, l'idée est venue de profiter de cette situation pour, la veille, accomplir d'abord, avec le Président autrichien, le rendez-vous prévu. C'est ce que nous faisons aujourd'hui. Nous avons commencé à parler dès maintenant, nous continuerons pendant le dîner mais nous sommes déjà très au courant des questions qui intéressent nos deux pays. Quant aux questions internationales, nous sommes, l'Autriche et la France, parties prenantes, nous aurons l'occasion, si vous le voulez bien, d'en parler tout à l'heure. Mais, là aussi, nous avons pu très aisément faire le tour des choses : nous connaissons les axes principaux, les orientations de la politique et de la diplomatie autrichiennes. Je pense que le Président autrichien connaît les

nôtres.

- Nous ne sommes pas, à travers les siècles, des voisins habituels mais nous nous sommes souvent rencontrés, assez fréquemment sur les champs de bataille parce que, ici, était la capitale d'un grand empire tandis que la France, à l'ouest, représente, depuis plus de mille ans, un royaume compact, si bien que nous sommes des interlocuteurs tout à fait habituels, désormais des interlocuteurs qui peuvent devenir privilégiés dans l'amitié. Nous avons très vite compris que le moment était venu et c'est ce que nous sommes en train de faire et, si vous le voulez bien, mesdames et messieurs, vous allez nous y aider.

- Enfin, je tiens à remercier le Président Klestil pour la qualité de son accueil.

QUESTION.- A propos de l'adhésion de l'Autriche à la Communauté européenne, l'Autriche insiste beaucoup, incite les autres candidats, pour que toute modification du système communautaire qui sera rendue nécessaire arrive après leur adhésion, une fois qu'ils seront dans le Marché commun. Etes-vous de cet avis, pouvez-vous les rassurer là-dessus ?

- LE PRESIDENT.- Je n'y vois aucun inconvénient. Il y a une sorte de querelle, à mon avis un peu factice, entre la place des pays, appelés "petits pays" mais qui ne le sont que par leur démographie, leur nombre d'habitants - car beaucoup d'entre eux ont une grande histoire et jouent encore un rôle important en Europe - et les "grands pays", qui sont relativement grands dans l'échelle de l'importance mondiale, et qui, en effet, dans le cadre du continent européen et, plus encore, de la Communauté, sont plus importants, représentent plus d'habitants, plus de moyens ou de richesses et disposent, de ce fait, d'une représentation plus forte.

- Cette querelle, j'ai employé le terme exprès, est en réalité assez factice car nous avons déjà trouvé, au sein de la Communauté, des points d'équilibre qui satisfont tout le monde. Il faut continuer et les problèmes de l'Autriche, de la Suède ou de la Finlande, sans oublier la Norvège, ne sont pas des problèmes de nature très différente de ceux qui se posaient pour l'Espagne ou le Portugal et on a trouvé les solutions.

- Je comprends que les futurs membres de la Communauté désirent être partie prenante dans la discussion qui situera leur place dans cet ensemble. Moi, ce n'est pas précisément mon affaire, mais cette revendication ne me choque pas du tout et je suis tout prêt à aider les demandeurs, en particulier l'Autriche, à se trouver tout à fait en mesure d'organiser la discussion lorsqu'elle sera dedans et pas simplement dehors. Car le problème ne se pose pas que pour l'Autriche et il se pose pour tous ceux qui sont maintenant appelés à prendre part à la Communauté. Nous sommes douze, au minimum nous devrions être quinze bientôt, en 1995, peut-être seize, peut-être dix-sept et, si l'on se réfère aux répartitions passées, on voit bien que les pays plus petits ne doivent pas disparaître dans les représentations utiles : votre question m'oblige à préciser les choses puisqu'au sein du Conseil européen, tout pays est nécessairement représenté, au même titre que les autres. Lorsque nous nous réunissons au Conseil européen à douze, chefs d'Etat et chefs de gouvernement, il y a un représentant (en réalité il y a deux présents) par pays et cela continuera.

LE PRESIDENT.- ` Suite réponse sur le fonctionnement du Parlement européen en cas d'élargissement de la CEE `

- Au sein du Parlement, il y a une représentation qui n'est pas exactement proportionnelle au nombre d'habitants mais qui cherche une moyenne raisonnable et on la trouvera (vous avez vu la demande allemande d'augmentation de sa représentation lorsque l'unification a été réalisée). C'est peut-être au sein de la Commission que c'est le plus difficile. Certains estiment qu'à Douze on peut aisément travailler et qu'à quinze ou seize ce sera très difficile. Moi, je ne le crois pas. La plupart des gouvernements ont bien treize, quatorze, quinze ministres et même davantage. Peut-être le fait que la présidence du Conseil européen soit si changeante peut poser des problèmes mais la présidence de la Commission, elle, est durable et généralement, elle dure plus longtemps que la moyenne de temps d'un gouvernement dans chacun de nos pays ! Alors, M. Delors aujourd'hui, demain son successeur - quand il sera parvenu au terme de son mandat - devrait pouvoir diriger, sans trop de difficultés, ce "club". Donc, je ne vois pas où est le problème mais enfin, il paraît qu'on le pose ! Au fond on adore poser les problèmes qui font des difficultés,

même quand elles sont imaginaires ! Moi, je préférerais renvoyer cela précisément dans le domaine des questions inutiles mais, si on me les pose, je vous réponds comme je le fais.\

QUESTION.- Monsieur le Président, est-ce qu'il y a des problèmes inattendus dans les conférences avec l'Autriche au sujet du transit alpin ?

- LE PRESIDENT.- Je dois vous dire que je comprends que cela puisse inquiéter les consciences autrichiennes. Le transit alpin, c'est une situation propre à votre pays. Je suppose que, même si M. Klestil a cessé d'être un diplomate pour devenir Président de la République, il doit bien y avoir encore quelques bons diplomates en Autriche, c'est donc un problème facile à résoudre, si l'on s'y applique. Au cours des précédents traités, on a adapté les situations à la réalité nationale de chacun, ici ou là. Bien entendu, si l'on devait faire un accord particulier pour chaque pays, il n'y aurait pas d'Union européenne & la question ne se pose pas comme cela. Mais, pour des problèmes aussi particuliers, je pense qu'il doit y avoir des arrangements possibles, en tout cas, j'en suis partisan.\

QUESTION.- Monsieur le Président, aujourd'hui quand on interroge les gens, que ce soit à Paris ou à Varsovie ou ailleurs, on constate qu'il y a quand même un véritable pessimisme sur l'idée de l'Europe aujourd'hui. Alors, comment allez-vous faire pour remobiliser les gens, pour leur dire qu'au fond l'Europe c'est quand même une idée toujours neuve, une idée qui a de l'avenir ?

- LE PRESIDENT.- Comment vais-je faire ? Je pense que, si par un effort collectif, dans l'année qui vient, la récession économique s'atténue et cesse, déjà beaucoup d'Européens retrouveront espoir. Ce n'est pas la faute de la Communauté, si la crise économique nous a frappés & les causes sont venues d'ailleurs. Mais enfin, on ne peut pas demander à tous les citoyens de l'Europe de faire des analyses économiques ! Ils constatent qu'ils vivent plus difficilement. Ils ne sont pas contents et ils disent : "c'est la faute de l'Europe". Mais il faut leur répéter qu'ils se trompent. D'abord, dans leur jugement. Mais il faut aussi les comprendre, car ils sont souvent très malheureux. Il faut je crois, arriver à leur démontrer que ce dont nous souffrons, ce n'est pas d'un excès d'Europe mais d'un manque d'Europe.

- En particulier, ils se posent des questions à propos des événements de l'ancienne Yougoslavie. Les images de la télévision sont là : tous ces morts, ce sang, ces destructions de maisons, cette mésaventure permanente, autour de la Bosnie ou en Bosnie. J'entends dire : "pourquoi est-ce que l'Europe n'a pas réglé ce problème ?" Mais parce qu'ils ne savent pas que nos traités, pour l'instant, ne nous le permettent pas. Il n'y a pas d'Europe. Maastricht prévoit déjà une forme d'Union politique, et d'embryon de défense commune. Mais l'Europe de Maastricht n'est pas encore ratifiée par les Douze, elle n'a donc pas d'existence. J'espère que cela sera fait dans le mois qui vient, mais elle n'a pas encore d'existence.

- Nous avons souffert d'un manque d'Europe, on a fait alors ce que l'on a pu : on a vu la Communauté charger Lord Carrington, puis Lord Owen, d'une mission de négociation, on a vu les Nations unies désigner leur propre mandataire, et chacun a agi un peu dans le désordre. Mais dire que c'est la faute de l'Europe, c'est faire un contre-sens historique. Pensez que cette guerre interne à l'ancienne Yougoslavie, c'est une guerre des Balkans. En 1914, qu'a-t-elle produit ? Une guerre mondiale ! Ce n'est venu à l'esprit de personne cette fois-ci : nous avons discuté amicalement avec nos partenaires des Douze, dont les Allemands, les Anglais, les Italiens, nous aurions discuté de la même façon si l'heure était venue avec les Autrichiens, c'est-à-dire que même si nous n'avions pas les mêmes points de vue, nous discutions autour d'une table et non pas les armes à la main. C'est déjà un immense progrès à l'actif de la création de la Communauté, après la guerre mondiale, c'est un immense progrès, mais on l'a oublié.\

LE PRESIDENT.- ` Suite réponse sur l'idée de l'Europe `

- On ne sait plus aujourd'hui, que ce genre de différend se réglait hier par les armes entre puissances européennes. C'est peut-être la première fois dans l'histoire de l'Europe qu'une difficulté aussi grave - où se trouvent opposés des intérêts, ceux de nos pays, des traditions, des alliances anciennes - ne fait pas renaître ce vieux réflexe de nos pays d'être les uns contre les autres. On n'a pas assez remarqué que nous en parlons ensemble et nous voulons le régler ensemble.

- Mais cette Europe-là, elle n'est pas suffisante. Elle n'a pas de moyens. elle n'a pas de

diplomatie, elle n'a pas d'armée, elle n'a pas les outils d'arbitrage que pourtant la France a demandés et théoriquement obtenus, mais qui ne fonctionnent pas. Voilà ce que je dirais aux Européens qui se trouvent en état de détresse aujourd'hui et qui doutent de l'avenir de l'Europe. Moi je n'en doute pas : je suis confiant.\

QUESTION.- Une des applications, un des projets qui illustrent le mieux l'esprit européen, ce sont les accords de Schengen. A quelques semaines de leur application, est-ce que la révision constitutionnelle qu'on évoque en France sur le droit d'asile, sera entérinée à temps pour que la France puisse appliquer ces accords ?

- LE PRESIDENT.- Je ne voudrais pas entrer dans la politique intérieure française, ce n'est pas le lieu, ce n'est pas mon rôle à Vienne...

- QUESTION.- Cela a une portée européenne...

- LE PRESIDENT.- Oui, la France a signé les accords de Schengen et elle est tout à fait prête à les appliquer. Cela ne pose pas de problème grave. Si cela en avait posé, ces accords n'auraient pas été ratifiés.

- QUESTION.- Est-ce qu'ils seront applicables et appliqués le 1er décembre prochain ?

- LE PRESIDENT.- Je l'espère bien, pour ce qui dépend de la France. Mais elle n'est pas le seul pays concerné.\

QUESTION.- Vous avez à plusieurs reprises évoqué le concept de Confédération, sans trop de succès. Est-ce que vous pensez que la réunion du Conseil de l'Europe va permettre d'y remédier ?

- LE PRESIDENT.- Qu'est-ce qui vous fait dire "sans trop de succès" ?

- QUESTION.- Certains ont le souvenir d'une réunion à Prague où les objectifs n'ont pas été forcément atteints.

- LE PRESIDENT.- Ah bon, parce que vous, vous claquez des mains, comme cela, et le monde se reforme autrement ? Mais vous êtes un magicien ! Comment faites-vous ? Vous écrivez vos articles comme cela ? Mais c'est une entreprise historique qui nécessite des années. On ne peut pas convaincre d'un coup, contre les habitudes de pensées, contre les intérêts, mais cela me paraît évident que l'Europe ne pourra pas se résumer à la Communauté ou à l'Union européenne avec douze ou quinze pays. L'Europe c'est autre chose, il y a les pays d'Europe centrale, et de l'Europe orientale, et quelques autres encore. Il faut donc qu'il y ait un endroit où tous se retrouvent pour parler de leurs intérêts. Il y a bien la CSCE : elle est intéressante, mais elle est surtout axée sur les problèmes de sécurité.

- Mais le Conseil de l'Europe, d'autres institutions de ce genre peuvent permettre, je pense, je le crois même, de créer un embryon de confédération - ce mot, je l'abandonne s'il ne plaît pas - d'organisation commune à l'Europe, avec des règles. Dans beaucoup de domaines, on peut facilement passer un contrat avec les autres pays d'Europe qui ne sont pas membres de la Communauté. On peut le faire dans le domaine de l'environnement : un fleuve dont les eaux sont polluées ne s'occupe pas des frontières, les pluies acides se moquent pas mal elles aussi de nos séparations nationales, elles passent partout.

- On a parlé des transports : si l'on veut réunir nos centres principaux par des liaisons rapides, il faut bien considérer que l'on est en mesure de créer une sorte d'Europe des transports. Cela vaudrait aussi pour les investissements.\

LE PRESIDENT.- ` Suite de la réponse sur le concept de Confédération européenne `

- Ce que je veux dire, c'est qu'il devrait y avoir, si l'on était raisonnable, au moins chaque année une rencontre entre tous les chefs d'Etat, ou chefs de gouvernement de l'Europe, du continent européen. Il devrait y avoir plusieurs fois par an des rencontres entre les ministres des affaires étrangères et les ministres de l'économie et des finances. Il devrait y avoir en permanence un secrétariat. Toute cette Europe-là devrait se connaître, se rencontrer et décider pour ce qu'il lui est propre.

- Bien entendu ce sera moins contraignant que la Communauté, mais ce serait mieux que ces rapports de force qui tendent à s'établir entre une Communauté de 350 millions d'habitants et tout un groupe, une multitude de petits pays. Je ne parle pas là de l'Autriche : elle détient un

pouvoir d'achat et des réalisations assez remarquables). Mais combien d'autres sont ruinés par les expériences politiques qu'ils ont vécues depuis 70 ou bien 45 ans ? Ces pays là sont exsangues, il faut quand même bien s'occuper d'eux, mais il ne faut pas s'en occuper comme une sorte, comment dirais-je, de tutelle d'un grand pays à l'égard de ses colonies. Il faut que ces pays soient à dignité et compétence égales. Cela reste à construire. Moi, je suis très patient.

- Je suis allé à Prague en 1991, cela ne fait pas si longtemps, alors vous êtes vraiment bien pressé ! Au début cela a été accueilli avec réticence par beaucoup de pays qui ne pensaient qu'à la protection militaire américaine. Pour eux c'était leur premier souci et cela se comprenait. Mais maintenant c'est un souci mineur, même s'il reste des inquiétudes, comme vous le savez, dans cette partie du monde. Et je pense, que de plus en plus les pays de l'Europe chercheront à se constituer dans un vaste ensemble pour résister à la puissance de l'économie américaine ou à la puissance de l'économie japonaise. Retenez le diagnostic. Et si on ne mettait que quinze ans à faire cela, cela serait plus rapide que l'Empire de Charlemagne !

- LE PRESIDENT KLESTIL.- Voilà, maintenant nous allons effectivement commencer à réfléchir à l'idée d'une Confédération, seule plate-forme européenne pour les pays qui sont en train de se réformer : c'est la carte, le billet d'entrée dans la coopération européenne. S'ils remplissent les critères démocratiques, à ce moment là, ils peuvent y appartenir, et c'est pour eux une chose très importante que d'y appartenir. C'est la première fois qu'une réunion de ce genre a lieu dans ce cadre européen élargi que le Président vient de décrire de manière visionnaire.\